

Enbata

Après les élections
du 20 novembre

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
1^{er} décembre 2011
n° 2205
1,30 €



Camille
Ogouz

BIZI!
fait la vélorution

ISSN 0294-4596
9 770294 459006



Monstrueux

A INSI donc, la majorité socialiste du Parlement de Navarre persiste et signe. Elle a adopté, jeudi 24 novembre, la convention de financement du tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse Tours-Bordeaux. Les Pyrénées-Atlantiques étaient l'un des trois départements, avec les Landes et le Lot-et-Garonne, à n'avoir pas encore validé la participation qui leur est demandée pour le financement de ce tronçon de la future ligne Sud-Europe Atlantique. C'est maintenant chose faite.

L'assemblée a approuvé la participation départementale de 79,8 millions d'euros, à une large majorité de 32 voix (27 socialistes, 2 UMP et 3 Modem) avec trois voix contre (dont celle du conseiller général abertzale Alain Iriart) et deux abstentions. 15 conseillers se sont courageusement abstenus de prendre part au vote.

Et ce n'est qu'un début, car il est bien clair pour le nouvel exécutif départemental que cette participation financière a une contrepartie: l'assurance donnée par l'Etat de prolonger la ligne à grande vitesse jusqu'à Irun. Au cours du débat, seul Alain Iriart a relayé les arguments des anti-LGV et plaidé pour la mise à l'étude d'un projet de modernisation de la ligne ferroviaire existante en lieu et place d'une ligne nouvelle sur le tronçon Bayonne-Hendaye.

L'énormité des engagements financiers des collectivités locales donne le vertige. Pour le seul tronçon Tours-Bordeaux, la région devra verser 306 millions en 7 ans, le département des PA 79,8 millions et l'Acba 35 millions. Si le prolongement Bordeaux-Hendaye devait voir le jour, alors les sommes exigées dépassent l'entendement: 245 millions pour le département des PA et 65 millions pour l'agglomération bayonnaise.

À supposer que la construction de la LGV Tours-Bordeaux s'achève en 2016, que le chantier au sud de Bordeaux commence en 2016 pour se terminer en 2020 et que l'augmentation du coût des travaux soit de 3 % par an, on arrive aux chiffres suivants: LGV Tours-Bordeaux: 7,8 milliards d'euros, LGV Bordeaux-Toulouse: 4,2 milliards, LGV Bordeaux-Espagne: 5,4 milliards, soit un total astronomique de 17 milliards d'euros.

Mais ces sommes extravagantes ne sont pas perdues pour tout le monde. La participation de Vinci, constructeur et concessionnaire

du tronçon Tours-Bordeaux, s'élève à 28% du montant total de l'investissement. Mais en contrepartie le groupe a obtenu une concession exclusive de 50 ans. Pendant un demi-siècle, il percevra l'intégralité des péages versés par les compagnies ferroviaires utilisant l'infrastructure. Mieux encore, dans le contrat signé avec l'Etat, il est prévu que si le concessionnaire, par suite par exemple d'une baisse du trafic, ne pouvait facturer aux opérateurs les péages initialement prévus, l'Etat compenserait le manque à gagner. Dans le jeu de dupes qu'est le partenariat public-privé cher au pouvoir en place, le grand capital applique sa formule favorite «*pile je gagne, face tu perds*».

L'Etat et les collectivités locales qui financent 46% de l'ouvrage ne percevront aucun péage. Ils n'auront aucun droit, pas plus que RFF en tant qu'actionnaire et puissance concédante, malgré un financement de 26% du coût prévisionnel du projet. Ce sont donc le contribuable et l'utilisateur qui financeront les 3/4 de la dépense. Et des déficits à venir. Tout cela dépasse l'entendement.

Une question se pose: comment un parti de gauche censé se préoccuper du bien-être des citoyens les plus modestes peut-il ainsi détourner l'argent du contribuable pour satisfaire une petite minorité d'utilisateurs et assouvir la cupidité de grands groupes dont la seule logique est celle du profit? Car, faut-il le rappeler, les TGV ne transportent que 9% des usagers des chemins de fer français. Et au regard des tarifs pratiqués par la SNCF, ces 9% ne sont certainement pas les catégories sociales les plus nécessiteuses.

Dans cette affaire de la LGV, nous sommes loin de l'intérêt général. Ces engagements démentiels obéreront pour des décennies la capacité future de la région, du département et de l'Acba à financer des investissements socialement et économiquement autrement plus utiles. À commencer par l'amélioration des voies existantes pour faciliter les déplacements quotidiens de proximité. Au moment où les déficits atteignent des abîmes, où les collectivités territoriales sont asphyxiées par la politique de recentralisation de l'Etat, ces décisions des responsables socialistes régionaux et départementaux sont monstrueuses. Elles participent d'une vision jacobine du développement qui ne fera que renforcer les grandes métropoles et continuer à paupériser les zones intermédiaires.

AAA eta miliarrak

A ZKEN bolada honetan gero eta gehiago herritar ohartu dira letra eta zenbakiekin uste baino konbinazio gehiago egiten ahal direla.

Alabainan, AAA bezalako balorazio baikorrak, herri baten zorren ordaintzeko gaitasun ona erakusten duela finantza mundu ilunetik plaza publikora atera da...

Ber denboran, zorraren kondua mila miliarka kondatzen den gaia dela ere argi gelditu da.

AAA eta miliarrak ere hauteskunde demokratiko batzu edo mugimendu sozial indartsu batzu baino podere gehiago dutela ohartzeko hasi dira jendarteak. Europan berean Italiar eta greziar gobernuen aldatzeko indarra eman die finantza merkatuei.

Alta jakina da Europako herriek pairatzen duten «*krisia*» ez dela zerutik erortzen.

Krisiak (edo krisien errepikapenak) lotura argiak ditu azken 30 urtetan eramana izan diren politika neoliberalekin. Lurraren ustiatze mugagabea, langileen eskubideen murriztea, Estatuaren podere eta medioen zalantzan ezartzea (aberatsen zergen ttipitze etengabea barne) «*ezin hunkituak ziren*». Alabainan errentagarritasun ezin jasagarria lortzeko eta nazioarte mailako lehiakortasunaren jasoiteko molde bakarrak omen ziren. Horri esker Frantses Estatuaren salbuespen edo arintze fiskalak

100 miliaretik goitikoak izan dira azken 10 urteetan! Arintze horien irabazleek zerga eta kotizazio sozial guttiago ordaindu dute. Bildu duten diruarekin, prestamuak egiten ahal dizkie Estatuari eta haien gandik ere interesak lortzen ahal! Aldiz argi da langileriarentzat, zerbitzu publiko gero eta guttiago direla eta austeritate eta zorrotzasun ekonomiko gehiago.

Izan dadin Frantses edo Espaniar estatuan entzuten da ez dela gehiago sosik.

Sarkozy-k aterabide gisa «*iruzurgileen*» atzetik joaitea proposatzen du. Paradisu fiskaletan beren sosa ezarri dituzten partikular edo enpresen atzetik? Noski ezetz! Omen «*behartu sozial iruzurti*» en kontra! Lotsagarria, jakinez aldi guziz zerbitzu publikoetan murrizten direla postu berriak, eta bereziki eskubide sozialen banatzeko diren araudien errespetatzeaz arduratzen diren langileenak! Ezin onargarria da hola turko-buru edo errudunak guttienik dituztenetan xekatzea.

Aro berriak bizitzen ari den Euskal Herrian, adi egon gaiten ikusteko herriko etxe, diputazio edo erkidegoan «*hitzaldi guzuzen gainetik*» zein logika diren atxikiak edo plantan emanak. Neoliberalismoaren euskal deklinazioa? Ala planeta errespetatuz herritarren beharrei erantzuteko aberastasunen egiazko banaketaren bidetik doan politikaren praktikan ezartzea?



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Le port de Bayonne, moteur du développement du Pays Basque

● Pantxo Bimboire

AVEC ces 3.8 millions de tonne de produits en transit, le port de Bayonne est classé 9^{ème} de l'hexagone (mais 5^{ème} port/ferré). Le chiffre d'affaire des droits qu'il perçoit ainsi que les prestations de service (outillage public, par exemple grues) avoisine les 8.8 millions d'euros. Il génère 580 millions d'euros de revenus distribués.

Cet outil possède la triple certification: Q, qualité (iso 9001), S, sécurité (référentiel OSAS) et E, environnement (iso 14001). Ces certifications sont obtenues après que des audits d'organismes extérieurs habilités ont démontré que l'ensemble des procédures, équipements et organisation n'ont pas révélé de non-conformité par rapport à des référentiels stricts. C'est, encore de nos jours, le seul port à posséder cette triple certification appelée QSE. Il génère 3.500 emplois directs et indirects. Il est méconnu de la population, et, encore plus du monde abertzale. Je me dois de vous donner quelques éléments pour en percevoir l'importance stratégique

Le poids historique du port

Depuis que les chasseurs cueilleurs se sont transformés en agriculteurs sédentaires (-8.000 ans), les communautés stables se sont créées et les premiers sites de peuplement significatifs ont formé des ports de mer ou fluviaux en vue de faciliter les échanges. Plus près de nous, la création de la Chambre de commerce de Bayonne (témoin son précédent logo) est due à la présence du port (pour organiser et codifier échanges, droits, stockages, commerces). Les rues de Bayonne (Port Neuf, par exemple) servaient aux échanges par voie d'eau. La présence de deux fleuves, Nive et Adour, accentuait encore l'importance stratégique commerciale de la ville et son influence sur tout le pays. Le royaume de Navarre, du temps de la splendeur de ses rois «*Santxo*», l'utilisait aussi (il est vrai quand quelques guerres fratricides les fâchaient avec le Gipuzkoa...).

Réserve foncière à vocation industrielle

Depuis les forges, la zone de la rive droite est à vocation industrielle. Cela est vital pour l'économie. Il n'y a pas de pays sans industrie et un emploi industriel entraîne quatre emplois induits (services, commerce, publics). Les habitations ne doivent pas conquérir un espace qui ne leur était pas concédé historiquement, ni en fixer les règles d'usage. Le «*Grenelle de l'environnement*» a fixé l'orientation des volumes des échanges qui devaient passer de la route à la mer. Bayonne doit prendre sa place dans cette fonction.

Les matières dangereuses (affaire Yara), rappel de qui est responsable de quoi

Le propriétaire du port est la région, la CCI a gagné l'appel d'offre de la concession (ses concurrents étaient des «*gros*» du type Veolia, dont l'hégémonie centraliste dans l'hexagone peut poser problème. La région a contracté avec la CCI. Tant mieux pour le territoire Pays Basque. En matière de sécurité, les règles sont fixées par la préfecture qui s'appuie sur ses services: protection civile, pompiers, Dreal (ancienne Drire, «*j*» comme industrie et «*e*» comme environnement). En matière de danger, la CCI fait auditer ses



installations régulièrement, c'est la procédure classique de maintien de la certification QSE. Mais le garant de la vérification de l'application de la loi, et, de l'interprétation des textes (qui ne sont pas d'une simplicité biblique, comme vous pouvez le penser), c'est le préfet. Récemment, après un exercice de simulation, il y a eu validation de l'installation par la préfecture. La CCI restant ouverte, bien évidemment, à toute condition supplémentaire qui pourrait être émise. Le problème est clos sur le plan du danger. Il est donc clos pour la CCI concessionnaire.

Ne pas se voiler la face

Par ailleurs, il est utile et sans doute vital que la CCI sache traiter aussi des matières dangereuses. La bonne application des procédures de sécurité et une compétence en la matière sont un plus pour les opportunités futures. Sous-traiter l'industrie et ses dangers potentiels ailleurs, dans des pays à bas prix et dans de mauvaises conditions de travail participe de l'exploitation des autres régions du monde. Acquiescer ou maintenir une compétence totale tous produits est une opportunité.

Ne pas se voiler la face (suite)

Il y a 2 ans (3?), Total a dû fermer les dépôts qu'il possédait sur la rive droite, sur injonction répétée de la préfecture de faire des travaux de sécurité qu'il ne voulait pas faire. Ces dépôts approvisionnés par mer, livraient une majorité d'hyper et de supermarchés de la côte. Une conséquence invisible pour le commun des mortels est une noria de camions citernes effectuant Bordeaux/Bayonne par la route et dont les quantités annuelles transportées pourraient faire dresser les cheveux sur la tête de chaque habitant bordant la «*nationale*». Qui a validé cette solution et quelle communication a été faite sur le sujet?

Pollueur payeur (principe général applicable au port)

Si certains terrains sont pollués, cela doit être démontré, analysé, quantifié. La dépollution doit être effectuée par le propriétaire, avant tout acte de transfert de propriété (cela est aussi le cas pour un particulier qui vend sa maison). Stratégiquement, il est bien sûr intéressant que la CCI récupère le terrain dépollué pour les activités futures du territoire. Je suis désolé d'avoir pu choquer certains lecteurs, mais, je reste ouvert à tout dialogue par voie du journal ou ailleurs. Laster arte.

●●● et réjoui des nombreuses réactions hostiles au transfert des cendres du général Bigeard, tortionnaire de la guerre coloniale d'Algérie, au Panthéon. La France n'avouerait-elle ses errements que sous la torture?

●●● et attristé de la mort de la soprano catalane Montserrat Figueras, épouse de Jordi Savall, artiste à la rare élégance dont la voix souple et colorée était un délice. La viole de Jordi a perdu son âme.

●●● et réjoui de la sortie en salles du film *Tous au Larzac*, retraçant le combat des paysans du plateau qui, durant dix années, ont tenu tête à l'Etat. Gardarem lous moutons.

●●● de s'être rendu à Paris par le train mercredi dernier sans croiser un seul convoi de marchandises entre Bayonne et Tours. Normal, avec RFF la voie est sans issue.

●●● du riffi causé au sein du PS bayonnais par la désignation de Colette Capdevielle comme candidate aux législatives 2012 dans la 5^{ème} circonscription au détriment de Jérôme Aguerre qui, vexé, quitte le PS. Les sociaux perdent l'Aguerre avant même de livrer bataille.

●●● pas tant que ça que lors du vote de l'abrogation de la loi réformant les collectivités par la nouvelle majorité socialiste du Sénat la semaine dernière, Jean-Jacques Lasserre ait voté contre cette abrogation. Ici il se lamenta de la disparition du Pays que la dite loi a supprimé, là-bas il l'avalise. Pour satisfaire leur appétit, les rapaces du château de Bidache ne sont pas regardants sur le menu.

L'alternative au tout voiture

La lutte contre le réchauffement climatique passe obligatoirement par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Sur le BAB, les transports rejettent quasiment un demi million de tonnes de CO₂ par an. Toute amélioration passe inévitablement par des changements de comportement en privilégiant le bus, le vélo ou la marche. Ce que BIZI! appelle les alternatives au tout voiture. Camille Ogouz et Eric Lecoutre, membres de BIZI! ont fait de la réduction de l'utilisation de la voiture individuelle leur cheval de bataille. Ils nous parlent de leur combat.

ENBATA: Le point de départ de l'action "alternatives au tout voiture" a été un diagnostic citoyen vélo sur le BAB?

Camille Ogouz: Pas tout à fait. Le point de départ de l'action de BIZI! sur le thème des alternatives au tout voiture remonte à la fin de l'été 2009. Deux événements ont contribué à la création du groupe ATV: le soutien à Chronobus et BIZI! Itzuli.



Pour son action de soutien à Chronobus, fin août 2009, BIZI! avait mobilisé, plus de 150 personnes, à Bayonne, pour manifester à bicyclette, en faveur du maintien, de l'amélioration et de l'extension de la voie en site propre Chronobus, entre la mairie de Bayonne et la mairie d'Anglet.

Puis fin septembre 2009, nous avons organisé BIZI! Itzuli. Durant 3 jours, plusieurs dizaines de militants et sympathisants de BIZI! ont cheminé à travers le Pays Basque Nord, de Mauléon à Bayonne, en passant par Ainice-Monjelos, Espelette, Arbonne, Saint-Jean-de-

Luz, Hasparren et Biarritz pour tirer la sonnette d'alarme de l'urgence climatique et de la justice sociale, à quelques jours du Sommet de Copenhague. Plus de 200 km à bicyclette à travers le Pays Basque Nord.

Enb.: Pour donner suite à ces deux mobilisations majeures, vous avez créé le groupe de travail «alternatives au tout voiture» (ATV). Quels sont les objectifs de ce groupe?

Eric Lecoutre: La réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES) dues aux transports (400.000 tonnes de CO₂ par an sur le BAB d'après le Plan Climat Territorial de cette collectivité, hors aéroport) passe par un changement de comportement visant à privilégier les transports en commun, le vélo, la marche, le covoiturage au détriment d'un usage soliste de la voiture individuelle. L'objectif principal du groupe ATV est de contribuer activement à la réduction de la place de la voiture dans nos vies.



Dans cette optique, développer la pratique du

“Le travail avec les collectivités publiques, c’est la partie immergée de l’iceberg de l’action du groupe ATV de BIZI!. Personne ne la voit et pourtant elle revêt une importance capitale.”

vélo est pour nous un axe d'action prioritaire. Le groupe ATV a choisi d'axer principalement son action sur le développement de la pratique de la bicyclette sur l'agglomération bayonnaise et, nous le souhaitons, en sud Labourd et à l'intérieur du Pays Basque Nord. Le vélo représente 1,3% des déplacements sur l'agglomération bayonnaise, alors que la voiture représente 76%. Mais nous sommes convaincus que parce qu'elle est économique à l'achat et à l'usage, parce qu'elle est bonne pour la santé de ses utilisateurs et celle de la planète, parce qu'elle consomme beaucoup moins d'espace en ville que tout autre mode de transport et parce qu'elle avance sans essence, oui, la bicyclette est l'avenir!

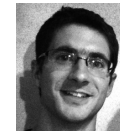
Enb.: Comment a germé l'idée d'un diagnostic citoyen vélo?

C. O.: Fin 2009, le groupe ATV a rencontré deux reprises, le président et le directeur du Syndicat Mixte des Transports en Communs de l'agglomération bayonnaise. Le SMTC a pour rôle de mettre en œuvre la politique de transport collectif et traiter de l'ensemble de la thématique des déplacements sur l'agglomération, à travers l'élaboration d'un Plan de Déplacement Urbain (PDU). A l'issue de ces rencontres, nous avons voulu nous positionner comme un acteur du changement nécessaire de notre société en réalisant une action concrète: le Diagnostic Citoyen Vélo.



Enb.: Quel était l'objet de ce diagnostic et comment avez-vous procédé?

E. L.: L'objectif du diagnostic citoyen vélo était d'identifier les difficultés que rencontrent les cyclistes et de proposer des solutions concrètes permettant d'améliorer les conditions de circulation à vélo pour tous. Ce travail nous permettait d'identifier les difficultés qui freinent le développement de la pratique du vélo. Durant les mois de mars, avril et mai 2010, le groupe ATV a organisé des rencontres citoyennes sur le terrain, le long des parcours cyclables pour faire participer les cyclistes au diagnostic. Car, qui mieux que les cyclistes, occasionnels ou réguliers, sont les plus à même d'identifier les difficultés que l'on rencontre en se déplaçant à vélo?



Enb.: Vous avez donc élaboré et administré un questionnaire?



Battant Olentzero au sprint, Bizi! offrira samedi un vélo rouge et blanc à Didier Borotra, maire de Biarritz, pour l'inciter à développer des pistes cyclables dans sa commune.

FANNY SIMON & MAXIME COMBES, DE L'AITEC (ASSOCIATION INTERNATIONALE DE TECHNICIENS, EXPERTS ET CHERCH EURS)

Durban : un 17^{ème} sommet international pour quel résultat ?



Des militants d'Oxfam à la veille de Durban

La situation des négociations climatiques est bloquée au niveau international alors que toutes les dernières observations scientifiques pointent le fait que nous battons des records d'émissions de gaz à effet de serre.

Fanny Simon et Maxime Combes de l'AITEC nous présentent les enjeux et les mobilisations liés au Sommet International sur le Climat de Durban qui se déroule actuellement.

Alors que les émissions de gaz à effet de serre (GES) auraient augmenté de 6% en 2010 par rapport à 2009, dépassant de loin les prévisions du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), s'ouvre du 28 novembre au 9 décembre la dix-septième Conférence des Parties (COP17) à Durban (Afrique du Sud).

Malheureusement, sur le climat, l'horizon ne s'éclaircit pas. Depuis Copenhague et sous la pression des pays industrialisés, Etats-Unis et Canada en tête, suivis de la Russie et du Japon, les négociations climatiques n'ont eu de cesse que de détricoter le Protocole de Kyoto en le vidant de sa substance, autrement dit de son caractère contraignant, tout en renforçant les mécanismes de marchés et de compensation carbone chers à nos pays industrialisés.

▼

"Krisi klimatikoaren konpontzeko xedea baldin bada, egiazko aterabide bati buruz engaiamenduen hartzeak erran nahi du gure jendarteen antolaketa errotik berriz ikusi behar dela bai eta haien ekonomia ere!"

L'accord de Cancun a ainsi permis aux pays dits «développés» de s'affranchir d'engagements contraignants fixés à partir d'un objectif global (réduction des GES de 25 à 40% d'ici 2020) et de passer à un régime d'engagement volontaire.

Cette méthode des «petits pas» ne fonctionne pas.

Elle condamne le processus multilatéral en cédant au chantage des pays industrialisés qui refusent d'assumer leur responsabilité historique dans les changements climatiques.

Et elle aggrave les dérèglements climatiques à venir puisque les engagements pris actuellement⁽¹⁾ conduiraient selon les estimations à une hausse des températures d'environ 4°C⁽²⁾, soit a minima deux fois plus que la limite à ne pas dépasser selon les experts du GIEC.

Les grands perdants sont bien entendu les pays dits «en développement» et leurs populations.



Fanny Simon et Maxime Combes

Ils sont d'une part marginalisés dans un rapport de force de plus en plus déséquilibré avec une nouvelle alliance entre pays industrialisés et grands pays émergents. Par ailleurs, les promesses en matière de financements pour l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques ne sont pas tenues. Le Fonds vert sur le Climat n'a toujours pas vu le jour. Les financements sont loin d'être au rendez-vous. Les 30 milliards de dollars de financements «précoces» promis d'ici 2012 ne sont pas intégralement débloqués.

Pour la partie qui l'est c'est bien souvent à travers le recyclage de l'aide publique au développement (APD) – pourtant déjà très faible – rompant l'engagement d'obtenir des financements additionnels.

Les 100 milliards de dollars par an de financement sur le «long terme» d'ici 2020 sont eux aux abonnés absents.

Instruments inacceptables, créés par les loobys

Et les perspectives ne sont pas réjouissantes car les Etats du Nord et les Institutions Financières Internationales préconisent de s'en remettre principalement aux financements privés, notamment issus des marchés carbone. Incapables d'aboutir à des réductions d'émissions à la hauteur des enjeux ni de débloquer les financements nécessaires, les COP sont par contre utilisées par les lobbys pour faire émerger toute une série d'instruments inacceptables : insérer les forêts, l'usage des sols, l'activité agricole dans des mécanismes rattachés aux marchés du carbone ; répandre l'idée qu'il suffirait de recourir à de la géo-ingénierie⁽³⁾ ou au stockage du CO2 pour résoudre la crise climatique, etc.

Quelles mobilisations ?

Certains affirment qu'il faut espérer de la conférence de Durban qu'elle «restaure la confiance». Difficile de croire à cette vision étant donné les réalités géopolitiques d'aujourd'hui. S'engager sur une véritable résolution de la crise climatique suppose de revoir de fond en comble l'organisation de nos sociétés et de leurs économies. A ce jour, aucun Etat n'est réellement prêt à avancer en ce sens.

C'est une énorme difficulté pour les mouvements pour la justice climatique. Nous avons urgemment besoin d'autres politiques énergétiques, de transport, de logement, de mobilité, etc.

Mais c'est également une incroyable opportunité. On le voit bien. Il n'y a pas de solution de type «capitalisme vert» face à l'emballage climatique. Marchés carbone et consorts conduisent à battre chaque année un nouveau record d'émissions de gaz à effets de serre.

Il n'y a donc pas d'autres solutions que de tout réinventer. Nous ne partons pas de rien. Bien au contraire.



““Occupy COP17”ren helburua da eremuak okupatzea, konzientziak okupatzea, horiek guziak gure etsaiei ez uzterat, hori da bai Durban-en zalantzan dena!”

Nous partons de milliers d'expériences de relocalisations d'activités socialement utiles et écologiquement soutenables et d'outils tels que les AMAP ou les monnaies locales qu'il faudrait généraliser.

Nous partons de luttes toujours plus grandes contre les grands projets inutiles (aéroports, autoroutes, etc...), contre le toujours plus loin / profond / dangereux des entreprises minières et énergétiques, ou contre les aberrations néolibérales visant à mettre les peuples en compétition autour d'un moins disant social injuste et inacceptable.

Nous partons de nombreuses expériences et réflexions pour faire de l'eau, l'air, l'énergie, la biodiversité, etc. des biens communs de l'humanité qui doivent être gérés directement par les populations, sans l'entremise d'intérêts privés et capitalistes.

Nous partons enfin d'une conscience et d'une compréhension toujours plus vives et précises, bien que pas toujours exprimées, selon lesquelles «ça ne peut plus durer comme ça».

Voilà quatre des piliers sur lesquels construire l'alternative.

Bien-entendu, cela peut paraître peu par rapport aux pouvoirs d'Etats incapables d'agir et aux projets fous et aberrants des lobbys et multinationales. Mais espérer de ces derniers qu'ils agissent «bien» est tout simplement illusoire.

Nous n'avons pas d'autres solutions que de s'appuyer sur nos forces, à tous les niveaux, pour construire à la fois le monde de demain et le rapport de force nécessaire pour que nos solutions, celles qui existent et celles que nous devons inventer en route, s'imposent d'elles-mêmes.

A quoi bon aller à Durban alors ?

Pour déconstruire les discours officiels et construire avec les mouvements et organisations de la planète entière cette histoire, notre histoire, selon laquelle nous avons les solutions pour une véritable transition écologique et sociale de nos sociétés.

A la veille de cette conférence, fleurissent les appels «Occupy COP17». Occuper l'espace, occuper les consciences, ne pas les laisser à nos adversaires, voilà de quoi il est question à Durban.

Construire l'alternative passe toujours par cette exigence d'obtenir un accord juste, contraignant et à la hauteur des enjeux.

Nous n'avons pas d'autres solutions que de l'imposer à celles et ceux qui n'en veulent pas.

De Biarritz à Durban, c'est le combat commun que nous menons ensemble. □

⁽¹⁾Voir documents de la CCNUCC : FCCC/SB/2011/INF.1; <http://unfccc.int/resource/docs/2011/sb/eng/inf01r01.pdf>

⁽²⁾<http://unfccc.int/resource/docs/2011/sb/eng/inf01r01.pdf>

⁽³⁾www.bastamag.net/article1765.html

Ikuspundu aldaketa Ztarras Ringarria

Badea euskaldun bat bere hizkuntza hil zorian dela jakin gabe bizi denik? Hasteko eta bat azken 2 mila urteetan euskarak historian utzi dituen aztarretan badirudi beti hizkuntza horren erabilpen eremuaren ttipitzea edo erabilpenaren desagertzea agertzen dela. Gaur egun ere egoera latza da, euskara molde osoan erabiltzen dutenak desagertuz doaz... ikasten dutenen kopuruaren goititzeak berri onak badira ere. Hala ere, euskara desagertuko dela norbaitek erraitean.. "egia beritabilia" dela dirudi.

Alta Xamar idazlearen gogoetek inspiraturik, erraiten ahal dugu ez dela sekulan euskararen segurtatzeko hainbat aztarna eta medio izan: irrati, telebista, egunkari, astekari, liburu, hiztegi, DVD, etab. Gainera, Euskal Herriaren historian ez dugu sekulan hainbeste "euskaldun ukan"... Kasik miliun bat euskaldun badira omen... eta historia luzea konduan hartuz, Euskal Herriak ez du hain aspaldi milioi bat biztanle gainditu dituela.

Hots, xuxen izaiteko, behar litaik erran "euskararen erabiltzeko gogoa" edo "euskara bere osotasunean gozatzeko plazerria" dela desagertzeko punduan...

Amalurraren kasuan ber paraleloa egiten ahal da.

Lehen gaiak ustiatzen dira artoski (petrolioa adibide ona dugu hortan). Aldaketa klimatikoa eta bio aniztasunaren ttipitzea gaur egungo jendarte "aberatsak" duen "bizimolde axola gabea"ren ondorioak direla argi eta garbi da. Aldaketa horiek eko-sistemetan ondorioak dituzte... eta tamalez jendarteak aldaketa horiei ezingo du epe laburrean adaptatu! Kasu honetan, arazoa ez da "Amalurraren desagertze arriskua" baina gure jendarteak gero eta gehiago eta eta gero eta larrikiago agertuko diren gertakari klimatikoei (idorte, uholde, etab.-ei) ezingo duela aurre egin.

Egiazko erronka da 7 miliar pertsona elkarrekin bizitzeko bizi molde iraunkor baten salbatzea/asmateza... Hots, ez da planetaren salbatzeaz kezkatu behar... hura gu gabe biziko da eta!

Bai euskararen arloan eta bai ingurumenaren arloan elgarrekin bizitzeko gogo eta molde iraunkorra dira salbatu beharko.

Eta berdin oraino asmatu beharko!



BIZI KLETA

www.bizimugi.eu



Un vélo pour Didier

Pour que Biarritz change de politique, afin d'éviter le changement climatique.

Le mouvement Bizi! assure une campagne de mobilisation originale qui se déroule sur Biarritz à l'occasion du sommet international de Durban sur le changement climatique.

Bizi! appelle la population à se rassembler le samedi 3 décembre à 15h00 devant la mairie de Biarritz pour offrir un vélo, la Bizi Kleta, à M. Didier Borotra vu qu'apparemment la mairie de Biarritz semble ignorer que ce mode de transport là existe également.

Le cadeau sera remis dans une ambiance festive et conviviale.

Vous pourrez suivre sur le site de Bizi! www.bizimugi.eu le feuilleton quotidien de Bizi Kleta dont les caractéristiques sont les suivantes :

Bizi Kleta aime la réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre préconisée par les scientifiques pour éviter d'atteindre le seuil d'emballlement climatique correspondant à + 2° Celsius.

Bizi Kleta n'aime pas le fait que les négociations internationales sur le climat soient au point mort et qu'il n'y ait pas de suite programmée au protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

Bizi Kleta aime qu'on commence alors à faire bouger les choses au niveau local.

Bizi Kleta n'aime pas les 40 % de gaz à effet de serre de l'agglomération Biarritz-Anglet-Bayonne dûs au transport routier.

Bizi Kleta aime que plus de gens se déplacent en bus ou en vélo, pour participer ici et maintenant à la lutte contre le changement climatique.

Bizi Kleta n'aime pas voir les élus en rester aux beaux discours contre le réchauffement climatique sans rien faire de concret pour le combattre ici et maintenant.

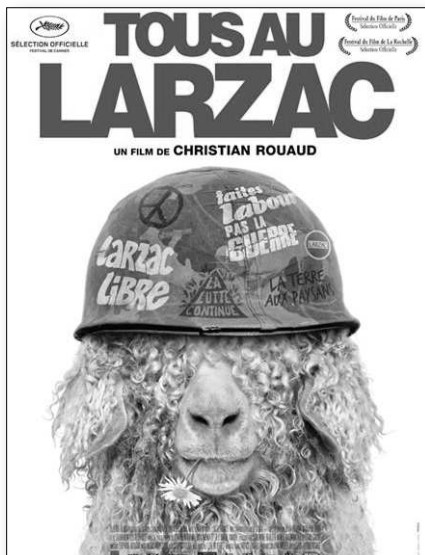


Bizi Kleta s'est laissé essayer par une centaine de supporters lors du 100^e Derby BO-AB. Si, si, Didier, on peut faire du vélo à Biarritz !



L'indignation populaire contre l'injustice

Une commémoration du sanctuaire de l'"utopie réalisée" au cinéma l'Atalante à Bayonne



Tout commence en 1971, lorsque le gouvernement déclare que le camp militaire du Larzac doit s'étendre. Le projet se heurte d'emblée à une levée de boucliers de la part des paysans de la région, qu'ils soient natifs de cette terre ou nouveaux arrivants débarqués du rêve alternatif. Radicale, la colère se répand comme une trainée de poudre, les paysans se mobilisent.

Marizette, Christiane, Pierre, Léon, José sont quelques uns des acteurs, drôles et émouvants, d'une incroyable lutte, celle des paysans du Larzac contre l'Etat, affrontement du faible contre le fort, qui les a unis dans un combat sans merci pour sauver leurs terres.

La nature originale de cette lutte, qui préfigure le vaste mouvement des "indignés" contemporains, est arrêtée dès le début du mouvement et ne variera pas : elle est non violente, locale et solidaire. Ce dernier point n'est pas le moindre, eu égard à l'hétérogénéité des opposants, autochtones et "émigrés", grands et petits propriétaires, paysans et gauchistes, parvenant à maintenir l'unité démocratique du mouvement. Ce qui change, en revanche, avec le temps, c'est la dimension de la lutte.

Combat déterminé et joyeux

Un combat déterminé et joyeux, mais parfois aussi éprouvant et périlleux... Indignation populaire contre l'injustice plutôt que dogmatisme doctrinaire, spontanéité éruptive et enracinement social de la lutte plutôt qu'action militante.

Victoire enfin, durable au Larzac, du droit du peuple à disposer de lui-même lorsque l'Etat, favorisant les intérêts qui l'oppressent et le dépouillent, trahit sa légitimité.

A l'Atalante,

au cinéma d'art et d'essai de Bayonne

Après LES LIP, L'IMAGINATION AU POUVOIR, Christian Rouaud donne la parole aux paysans du Larzac et retrace dix ans de résistance, d'intelligence collective et de solidarité et aussi un regard sur le monde d'aujourd'hui.

"S'il y a une actualité du Larzac, c'est dans la force subversive dont cette histoire est porteuse".

Et l'on ressort regonflé à bloc de ces deux heures passionnantes avec cette petite musique en tête: *et si c'était possible?*



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

BIARRITZ

POUR UNE POLITIQUE CYCLABLE À BIARRITZ AUSSI !
Txirindularen aldeko politika Biarritzen ere!
ESKAIN DEZAGUN TXIRRINDULA BAT DIDIER BOROTRA-RI!

OFFRONS UN VÉLO À DIDIER BOROTRA !

SAMEDI 3 DÉCEMBRE
TOUS ET TOUTES 15H À LA MAIRIE DE BIARRITZ !

ABENDUAREN 3AN LARUNBATAREKIN
DENAK 15:00AN MIARRITZEKO HERRIKO ETXERAT !

Renseignements : Xehetasunak: 05 59 25 85 82 / info@bizimugi.eu **bizi!**

Conférence
"Initiation à l'Histoire du Pays Basque"

Judi 8 décembre
19h00

Bar Sankara
22 Quai Chaho
BAIONA

Des origines à nos jours
Conférence publique
avec Peio Etcheverry-Aintchart

Entrée gratuite

SANKARA
ORGANISME

<http://sankaraostatua.comlu.com/>

MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



E. L.: Nous avons effectivement élaboré un questionnaire qui nous a permis de recueillir des données intéressantes. Le questionnaire était scindé en deux parties: l'une pour mieux connaître la personne interrogée (fréquence d'utilisation du vélo, type de parcours, motif, ressenti sur la sécurité, etc.); l'autre pour identifier des points noirs (manque d'aménagement (pistes et bandes cyclables), discontinuité du réseau cyclable, manque de stationnement sécurisé, etc.

1.126 personnes ont participé à l'enquête du diagnostic citoyen vélo. Ce diagnostic devrait faciliter la mise en œuvre par les élus d'une véritable politique cyclable sur l'agglomération, en leur proposant un document consignait les principaux points noirs et des pistes d'actions pour y pallier. Un bel essai marqué par BIZI!... en attente de transformation par les collectivités publiques. Au-delà de cette initiative, le groupe ATV de BIZI! mène un travail au long cours pour inciter les collectivités publiques à prendre en compte le diagnostic.

Enb.: *Beaucoup ont le sentiment que cette action est la traduction locale du slogan "un autre monde est possible" de Bizi! et des altermondialistes...*

C. O.: Le diagnostic citoyen vélo est l'illustration que pour construire un autre monde, nous ne devons pas tout attendre de la puissance publique, mais que nous devons quand même nous inscrire dans une démarche partenariale avec eux. Le DCV représente 9 mois de travail: 3 mois de préparation, 3 mois d'enquête et 3 mois pour le traitement des données. Le rapport qui en résulte est la colonne vertébrale de l'action de BIZI! en faveur de la création d'un véritable réseau cyclable continu permettant à toutes et à tous de circuler en sécurité. Cela ne pourra pas se faire sans les collectivités publiques (ville, agglomération, département).

Enb.: *Des actions de cette envergure exigent la mobilisation de nombreux militants?*

E. L.: Le groupe ATV rassemble une dizaine de militants, mais nous avons pu compter sur la participation de nombreux autres adhérents de BIZI!, notamment lors d'une mobilisation générale qui a permis de collecter plus de 500 réponses. Aujourd'hui, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour renforcer le groupe ATV et permettre ainsi d'étendre les actions en faveur du vélo sur le sud Labourd (St-Jean-de-Luz). Par ailleurs, nous sommes convaincus que la pratique du vélo ne doit pas se cantonner aux villes du littoral. Le vélo doit trouver toute sa place également dans les petites villes et villages de l'intérieur. Pour cela, BIZI! a besoin de relais locaux. L'appel est lancé! Car en plus de la réalisation du DCV, nous organisons des mobilisations populaires autour du vélo qui rencontrent un franc succès auprès du grand public: vélorutions, bourses aux vélos, atelier réparation.

Enb.: *Le joli néologisme vélorution, directement dérivé de révolution, que vous*



Par ses actions, BIZI! tire la sonnette d'alarme de l'urgence climatique

avez inventé appelle effectivement à un bouleversement des pratiques et des habitudes...

C. O.: Nous pensons que plus nous sommes nombreux à nous mobiliser lors de ces vélorutions, et mieux sera entendue la revendication portant sur la création d'un véritable réseau cyclable permettant à tous de circuler à vélo au quotidien dans de bonnes conditions de sécurité (pour aller à l'école, au boulot, faire ses courses, aller au ciné, etc.). La bourse aux vélos et l'atelier réparation ambulante s'insèrent dans le même dispositif. La bourse aux vélos permet d'acheter à bas prix un vélo, de vendre un vélo, d'échanger un vélo. Grâce au soutien de la communauté d'Emmaüs de Tarnos, nous avons récupéré des vélos qui, après une remise en état par nos soins, ont été mis à la vente à des prix oscillant entre 5 et 20€.

Enb.: *Quelle est votre méthode pour sensibiliser les élus locaux? Avez-vous des relais auprès de ces élus?*

E. L.: Le travail avec les collectivités publiques, c'est la partie immergée de l'iceberg de l'action du groupe ATV. Personne ne la voit et pourtant elle revêt une importance capitale. Dès le lancement de l'enquête du diagnostic citoyen vélo, en mars 2011, nous avons adressé un courrier à chacun des maires du PTU: Bayonne, Anglet, Biarritz, Tarnos, Saint-Pierre-d'Irube et Boucau. En juillet 2010, après avoir présenté les résultats du DCV au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération bayonnaise, nous avons fait parvenir le rapport du diagnostic aux 6 villes concernées.

En janvier 2011, nous avons sollicité des rencontres avec les villes de Bayonne et Biarritz, avec la Communauté d'Agglomération Côte Basque Adour ainsi qu'avec le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques. A titre d'exemple, la ville d'Anglet a montré, dès le lancement du DCV, un réel intérêt pour notre démarche. Nous les avons rencontrés en mai et août 2010 ainsi que le 12 octobre 2011. L'objectif est de faire le point sur l'état d'avancement des projets et discuter des modalités de prise en compte de nos suggestions d'aménagements cyclables (par exemple: la sécurisation des pistes cyclables le long de l'avenue de l'Adour et du boulevard des plages).

Nous avons également rencontré les services de l'agglomération en début d'année 2011. Ils travaillent à la réalisation, sur le papier, d'un réseau cyclable continu et sécurisé. Nous suivons avec attention ce projet qui va dans le bon sens.

S'agissant du département, une réunion de travail s'est tenue au printemps 2011 avec plusieurs responsables de service. Ils ont été très attentifs aux résultats du diagnostic. Là aussi, une relation au long cours est à entretenir pour améliorer les conditions de circulation à vélo sur le réseau départemental.

Quant à Biarritz, le maire refuse de nous rencontrer. Mais nous allons continuer à revendiquer la mise en œuvre d'aménagements indispensables: mise à double sens cyclable de toutes les rues du centre ville, limitées à 30 km/h. Il s'agit d'une disposition introduite dans le Code de la route par le décret 2008-754. Elle est obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2010. Par ailleurs, il nous paraît indispensable de raccorder à court terme le centre ville de Biarritz à Anglet par l'aménagement d'une piste cyclable. Affaire à suivre...

Enb.: *Il semble qu'actuellement on n'obtienne pas grand'chose si on ne fait pas de lobbying assidu auprès des décideurs.*

Quelle est votre stratégie en la matière?

C. O.: Les rencontres avec les collectivités publiques (villes, agglomération, département) sont notre priorité. Elles sont indispensables pour, petit à petit, faire évoluer les mentalités vers la nécessité d'un meilleur partage de l'espace public entre les différents modes de déplacement (marche, vélo, bus, voiture). Dans certaines villes du nord de l'Europe, le vélo constitue jusqu'à 40 % des déplacements. Chez nous, il ne représente guère plus de 1%, notamment en raison d'un manque d'infrastructure adaptée. On ne peut que progresser.

Dans ce sens, nous avons défini plusieurs axes de travail que nous voulons mener prioritairement:

- poursuivre nos rencontres avec les collectivités publiques,
- faire en sorte que le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'agglomération bayonnaise et du sud des Landes affiche des orientations ambitieuses en faveur de la mise en œuvre d'une véritable politique cyclable. Nous avons formulé ce souhait dans notre contribution écrite au PADD adressé au syndicat mixte du SCOT le 28 septembre 2011.
- monter des actions de mobilisations populaires pour appuyer les revendications portées par le DCV,
- étendre l'action de BIZI! en faveur des alternatives au tout voiture au-delà de l'agglomération bayonnaise (sud Labourd et intérieur) grâce à l'émergence de groupes locaux de BIZI! dans ces territoires,
- organiser de nouvelles bourses aux vélos,
- peut-être aussi, encourager la création d'un atelier de réparation permanent.

Ce n'est pas de projets dont nous manquons, mais de personnes motivées pour les mettre en œuvre!

Pour en savoir davantage, voir le diagnostic citoyen vélo de BIZI!: <http://www.bizimugi.eu/?p=2039>



Après les élections du 20 novembre

L'irruption d'Amaiur dans le paysage politique des quatre provinces change la donne politique. Les abertzale sont majoritaires, avec un bloc souverainiste puissant, malgré une quinzaine d'années d'absence. Calculs, espoirs, supputations, ballons d'essai et questions sont dans les esprits de tous les états-majors politiques.

PREMIERE remarque: le vote du 20 novembre est d'abord la victoire d'Arnaldo Otegi et de quelques-uns de ses amis encore en prison, au prix de difficultés immenses, alors que la gauche abertzale officielle, au début de l'année 2009, était encore au fond du trou (*Enbata* n° 2195 du 2 septembre 2011). Il y a près de trois ans, personne ne donnait cher de leurs efforts et n'imaginait le résultat électoral de Bildu, puis d'Amaiur. Les réticences de certains toujours accrochés à une lutte armée à bout de souffle, sont désormais balayées et les risques de dissidence s'amenuisent fortement.

Deuxième remarque: la carte politique du Pays Basque Sud est désormais divisée en quatre quarts plus ou moins équivalents: le PSOE (21,65% des suffrages), Amaiur (22,08%), le PP-UPN (22,27%) et le PNV + Geroa bai (24,23%). Certes, ces pourcentages varient fortement d'une région à l'autre, comme dans n'importe quel pays, et ils seront demain sujets à des évolutions conjoncturelles. Mais il s'agit là d'un trait majeur de notre vie politique qui déterminera les jeux d'alliance et sa gouvernabilité. Par ailleurs, il n'y a guère eu de déplacement de voix au sein de la famille espagnoliste, comme cela fut souvent le cas dans les scrutins précédents et les abertzale, bien que divisés, sont clairement majoritaires, avec 13 députés sur 23 (près de 700.000 voix abertzale, contre 663.454 voix PP-PSOE).

Gare au soufflé qui retombe

Troisième remarque: Amaiur n'est pas la gauche abertzale stricto sensu. L'écart important entre les plus hauts scores de Herri Batasuna à sa grande époque (1) et le score d'Amaiur aujourd'hui, sont là pour le prouver. Il s'agit d'une coalition de partis et de sensibilités qui adhèrent à un combat souverainiste sans lutte armée. Pour l'instant, la gauche abertzale traditionnelle, n'est toujours pas légalisée. Demain, elle devra tenir compte de la pluralité d'Amaiur et de son électorat, en bridant ses velléités hégémoniques et ses maladroites, dont nous connaissons bien l'ampleur et le poids très pesant en Iparralde.

Quelle sera la stratégie du nouveau «grand» de la carte politique basque? Passée l'euphorie des lendemains électoraux, il devra durer et ne pas décevoir son propre camp, tant les espoirs suscités sont immenses. Gare au soufflé qui retombe aussi vite qu'il est monté... Dans le meilleur des cas, la gauche abertzale sera



confrontée à l'ingrate réalité de l'exercice du pouvoir et sa gestion toujours difficile, un véritable changement de culture politique dans ses rangs. Les souverainistes catalans d'ERC en ont fait la cruelle expérience, au prix d'un émiettement de leur famille politique.

Lorsqu'Amaiur nous annonce aujourd'hui que ses députés iront siéger à Madrid, uniquement pour défendre le droit à l'autodétermination et les intérêts du Pays Basque et qu'en même temps, le futur chef du gouvernement espagnol indique que la seule formation qu'il ne recevra pas lors de son tour de table, c'est Amaiur, on mesure la hauteur du mur auquel seront confrontés les sept députés souverainistes. Le droit pour Amaiur de pouvoir constituer un grou-

“Face à un peuple sûr de lui et dominateur, nous verrons demain ce que pèsent 13 députés abertzale face à 296 députés nationalistes espagnols.”

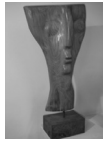
pe politique aux Cortes, donnera d'ici une quinzaine de jours la température. Le bureau du parlement peut s'y opposer pour d'obscures raisons juridiques (2).

Rôle pivot ou union sacrée

Chacun sait que les Espagnols s'intéressent aux formations périphériques, Basques ou Catalans, uniquement lorsqu'ils ne parviennent pas à faire voter leur budget aux Cortes. On l'a vu il y a un an, dans ce qui fut un cas d'école (3). Mais, Mariano Rajoy dispose quant à lui d'une écrasante majorité absolue. Et nous avons tous en mémoire le débat aux Cortes, lorsqu'elles rejetèrent brutalement le projet de souveraineté-association de Juan José Ibarretxe, voté par le parlement basque. Donc, quid de la stratégie souverainiste, même avec le soutien d'un PNV échaudé qui toujours trainera des pieds? Là encore, on se souvient, comment hier Rubalcaba et Zapatero, avec la trahison des autonomistes de CiU, puis le rabotage du Conseil constitutionnel espagnol, vidèrent de la moitié de son contenu le nouveau statut d'autonomie catalan, pourtant approuvé par référendum. Du grand art en matière de centralisme démocratique, non pas version Moscou, mais version Madrid. Dans les trois provinces, Amaiur peut-il demain jouer le rôle de pivot central que tint hier le PNV, grâce à l'abstention de Herri Batasuna? C'est tout l'enjeu des prochaines élections au parlement de Gasteiz dans un an et demi. En principe, ce type de scrutin local devrait donner aux forces abertzale une majorité plus confortable encore, que celle obtenue le 20 novembre. On ne peut comparer que ce qui est comparable, mais les états-majors ont vite fait marcher les caleuses. Une projection du scrutin du 20 novembre sur les prochaines élections autonomiques, donne le PNV et Amaiur à égalité avec 20 députés chacun, le PSOE 18, le PP 15 et IU 2. Amaiur rêve déjà tout haut d'un lehendakari indépendantiste. Les abertzale exigent de Francisco Lopez qu'il avance les élections. Il s'y refuse évidemment et entame son chemin de croix, sans s'avouer battu, face à une crise qui le dépasse.

Préliminaires, expériences et hypothèses

Une élection est toujours imprévisible, comme le sont les jeux d'alliance. Les Espagnols ont montré l'exemple aux Bas-



ques en matière d'union sacrée. Le PNV annonce qu'il peut se mettre d'accord avec Amaiur en une minute. Mais en même temps, il signe avec le PP pour approuver le budget biscayen. Un des leaders d'Amaiur, Iñaki Antiguedad, ouvre la porte à la négociation avec le PNV, mais en même temps, le souverainiste Martin Garitano qui dirige la députation de Gipuzkoa, compte faire passer son projet de réforme fiscale, grâce au soutien du PSOE. Le scénario du Gipuzkoa est assez éclairant. Une coalition PSOE-PNV-PP bloque les projets de Bildu qui en est réduit à rechercher des alliances ponctuelles ou à reconduire administrativement le budget précédent, d'autant de l'époque où la députation était dirigée par le PNV.

Ce scrutin du 20 novembre renforce au sein du PNV la tendance autonomiste-gestionnaire de Biscaye, au détriment de la tendance souverainiste, représentée par Joseba Egibar. Ce dernier n'a obtenu qu'un seul député en Gipuzkoa, pour un écart d'à peine 1.500 voix. Cela aura évidemment une incidence dans les choix des futures alliances du vieux parti nationaliste.

Face à un peuple sûr de lui et dominateur, nous verrons demain ce que pèsent 13 députés abertzale contre 296 députés nationalistes. Comment 2,5 millions de Basques peuvent faire valoir leurs droits en tant que peuple et nation, face à 42 millions d'Espagnols. Nous ne sommes pas aussi nombreux que les Flamands confrontés aux Français-Wallons. C'est toute la difficulté de notre combat.

(1) Cinq députés en 1986, quatre en 1989 et deux habituellement, à une époque où les députés de la gauche abertzale refusaient de siéger aux Cortés, comme au parlement de Gasteiz, car ils contestaient la légitimité de ces institutions.

(2) Pour constituer un groupe parlementaire qui présente d'énormes avantages en ce qui concerne le temps de parole et les moyens financiers mis à disposition, une formation doit obtenir plus de 5 députés et plus de 15 % des suffrages, partout où elle a présenté des candidats. Amaiur n'a obtenu que 14,86% des voix en Navarre, mais espère que le bureau du parlement, bien que dominé par le PP, se montrera bon prince...

(He)zur

Antton Pochelu,
zizelkari
hazpandarraren
bigarren erakusketa
estreinatu da joan den
ortziralearn
Hazparneko
mediatekan.

HAZPARNEKO mediatekako erakusketa gela bete bete zen joan den ortziralearn Antton Pochelu-ren bigarren erakusketaren estreinaren kari. Adixkidez eta obraz bete. Antton-en lana ez zauku arrotza. Elkarreko gelan egin zuen bere lehen agerraldia. Orduan ikusi genituen obra nagusiak bildu ditu berriz ere Hazparneko zizelkari bikainak ortziralearn ideki den erakustaldiko. Eta bospasei obra berri lehen aldikotz agertu.

Alberto Giacometti-ren hitzak gogora-arazi ditu Antton-ek estreinako mintzaldian: «*chaque œuvre de l'artiste est un échec, une insatisfaction, car pour lui le chef d'œuvre est*



Giacomettiren gisa, gizakia da Antton-ek behin eta berriz zizelkatzen duena, zaldi hezurra edo zurean. Bainan haren ametsa haratago doa: gizakiaren arimaren sekretua, bizi nahi mina, dauku partekatzerat emaiten. Anttonen obratik bi lan hautatu



toujours à venir». Hara hor agerian Antton-en umiltasuna. Bainan guk dakiguna eta preziazten duguna hauxe da: Anttonen lanaren originalitateak —hezurra eta zuraren arteko ezkontzak— toki berezia emaiten diola euskal artisten lerro oparoan Hazparneko ezkultoreari.

behar bagenitu: bertsolaria (zur eta hezur) eta karrika kantoia (zur, hezur, burdin). Ez da ez zurean ez hezurra ez gezurrik.

Antton Pochelu, (He)zur erakusketa Hazparneko mediatekan. Herriko Etxeak lagundurik.

preso

● **Condamnations.** Le Tribunal Correctionnel de Paris a rendu son verdict dans le procès des prisonniers politiques Alaitz Areitio Azpiri, Igor Igartua Etxebarria et Aitor Lorente Bilbao.

Alaitz Areitio Azpeiti a été condamnée à 6 ans de prison. Elle avait déjà 3 précédentes condamnations: 4 ans en 2007, 17 ans en 2010 et 5 ans en 2010.

Igor Igartua Etxebarria a été condamné à 6 ans de prison. Il avait déjà été condamné à 8 ans en 2010. Aitor Lorente a été condam-

né à 4 ans de prison.

Le Tribunal a accepté la confusion de peines pour les condamnations précédentes. Alaitz devra donc faire 17 ans et Igor 8 ans.

● **Quartier disciplinaire.** Oihana Garmendia et Itziar Moreno, les deux prisonnières politiques se trouvant à la prison de Dijon, ont été condamnées à une peine de quartier disciplinaire (mitard), après avoir protesté parce qu'elle n'obtenaient aucune réponse à leur demande de rendez-vous avec le directeur de

la prison. La prison de Dijon se trouvant très loin du Pays Basque (980 km), les visites supposent un coût et un temps de voyage très importants pour 45 minutes de parloir. Elles sollicitaient un rendez-vous depuis un certain temps dans l'intention de demander que des parloirs doubles leur soient accordés.

Itziar Moreno se trouve actuellement au mitard. La prison de Dijon ne disposant que d'une seule cellule disciplinaire, elles doivent accomplir cette condamnation chacune leur tour.



Biltzar nagusiak

● Jakes Bortayrou

EUSKAL Herrian garai junta bat bizitzen ari garela nork uka lezake? Hamarkada dorpe bezain luze bat zeharkatu ondoren, potentzialitate berriak askatzen hasiak dira. Potentzialitateak momentuz, orria oraindik xuria delako. Segurua dugun gauza bakarra da atzean utzi ditugula ibilbide luzeko borroka mota bat, eskema estrategiko batzuk eta indar banaketa iraunkorra. Holako garaietan ez da iraganari tinki atxikitzeke momentua. Alderantziz. Zorabia eta zalantzak sortzen bazaizkigu ere. Alabainan egoera berriak denen ber kokapena eskatzen du, behartzen du.

Ondoko egun eta asteetan AB, Batasuna eta EA alderdien biltzar nagusiak iraganen dira. Bakoitzak etxeko lanak baditu bere gaitegian bainan galdera eta gogoea komun frango ere badituzte. Etxeko lanak, zeren eta alderdi bakoitzak bere ibilbide propioa izan baitu, bere barne eztabaidak, bere garaipen eta huts egiteak, beste alderdien ondoan eta usu besteen arabera. Galdera komunak bestalde, 2011ko urte honen bukaeran, az-ken urteetako biltzar nagusietan ez bezala, alderdi bakoitzaren interesetatik at, proiektu abertzale ezkeriar osoaren bilakaera baitugu mahai gainean. Ezaguna da literatura militantean eszenato-

ki, bihurtune edo bidegurutze *"historikoak"* bezalako esaera pottokoak neurri kanpo erabiltzeko joera. Aldi honetan bederen ez da gehiegizkoa. Momentu berean, 3.000 lagun pasa, indibidualki edota kolektiboki eztabaidatu ondoren, arrakasta handia biltzen duen militanteen arteko inkesta betetzearekin, antzeko galdereri erantzuteko ariketa egiten ari dira. Presioa beraz, momentua bezain inportanta.

Zein dira galdera horiek? Nora buruz joan nahi dugu hemendik goiti? Nola irudikatzen dugu ondoko hilabete/urteetako ibilbide politikoa, antolatzeke moldeak? Nola baliatu, hanka sartze nagusirik egin gabe, irekitzen diren aukera guziak? Gisa berean, nola erantzun politikoki Europa osoa, Euskal Herria barne, harrapatzen duen dimentsio aniztetako krisia egoerari? Askotan pausatu ditugun problematikak eta ireki ditugun eztabaidak klase politikoan ere nagusitu dira. Sortu ditugun tresnei jendarteko sektore zabalek sustengua eta onarpena ekarri dizkiete. Nola lortu garaipen konkretuak ideien borrokan bataila frango irabazi ondoren? Eta bereziki funtsezko eta zentrala den ezagupen politiko-instituzionala? Nola kapitalizatu hautes-ontzietan ere gure proiektu abertzale eta ezkeriar berritua-

“

... Egoera berriak denen ber kokapena eskatzen du, behartzen du.”

ren alde egunero militanteek egindako lana?

Ez dezagun joka hedabideek (tokikoek usu handienek bezainbat maleruski) markatzen duten *"gai politiko inportanteen"* agendaren arabera. Izan ere, eztabaida guziak ez dira maila berekoak. Lehenik eztabaida estrategikoak ditugu eta horietan norabide argiak trinkatu behar dira: ezker abertzalea ber konposatzeko eta behar bada birsortzeko aukerak badira. Har dezagun bidea, defini ditzagun urratsak denen artean, gure proiektu politikoa ahal bezainbat indartzeko. Azter ditzagun ondotik, taburik gabe, arloz arlo eraikitzen ahal ditugun indar metaketa zabalagoak. Erabaki horien arabera eztabaidatu eta trinkatuko dira eztabaida taktikoak (legebiltzarreko hauteskunde aliantza adibidez), lehengoak trabatu eta oztopatu gabe. Urtarrietik landa, epe motzeko helburuak kudeatzea bezainbat (2012ko hauteskunde sekuentzia besteak beste), lanean hasi beharko da epe ertaineko erronkei begira .

Sur votre agenda

Abendua:

- **Vendredi 2, à partir de 18h30, PAUSU** (salle Posta). Fête de l'association Herritarrak: conférence *"1512-2012 la conquête de la Navarre 500^e anniversaire"*, suivi du repas à Xaia.
- **Vendredi 2, 19h, MIARRITZE** (Colisée). Soirée Askatasuna. Documentaire: Km0: *"Les mille visages de la dispersion"*, présentant les différentes familles et proches de prisonniers politiques basques sur les routes des prisons.

- **Larunbata 3-a, BAIGORRI** (Bixentinaea). Bertsu-bazkaria, Basaizeak eta Baigorriko ama ikastolak antolaturik.
- **4tik (Igandetik) 8ra (ostegunera), DURANGO**. 46. Euskal liburu eta disko azoka.
- **Mardi 6, 21h, MIARRITZE** (Le Royal). Soirée projections-débat *"Discriminations et représentations"* organisée par l'AFMR d'Etcharry. Entrée libre.
- **Vendredi 9, 18h30, ANGELU** (mairie, salle des fêtes). *"Gernika dans la mémoire"*, conférence de Jean-Claude Larronde. Entrée libre.



Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
L'alternative au tout voiture 4 et 9
Après les élections du 20 novembre 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.
Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.
Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr